

Note 2

Une crise dévastatrice

Avertissement :

Cette note est la deuxième d'une série traitant de questions économiques et sociales de l'Algérie aujourd'hui. [La première introduisait à des questions de méthode et de politique.](#)

A travers cet ensemble de notes, je souhaite apporter ma lecture de ces faits et de leurs liens étroits - voire déterminants - avec les faits politiques.

Ce travail de déchiffrement et de décryptage s'inscrit, clairement et explicitement, dans le cadre du Hirak. Il n'est donc pas neutre, si tant est qu'on puisse l'être sur ce type de sujets.

Il ambitionne, en puisant dans mon expérience pédagogique et de recherches, de contribuer à éclairer les citoyens mobilisés et à montrer les enjeux qu'ils sous-tendent.

L'Algérie subit en cette année 2020 une triple crise, dont les causes se conjuguent, et les effets s'additionnent, déstructurant l'économie et la société. Il y a d'abord celle relative à la catastrophe sanitaire générée par la pandémie de la Covid-19. Partie de Chine vers la fin de l'année 2019, celle-ci s'est vite répandue à l'ensemble de la planète avec une vigueur et une ampleur qui dépassent toutes les pandémies précédemment connues. Par un effet domino, elle a aggravé la récession de l'économie mondiale qui, elle-même, a amplifié le désordre sur un marché mondial du pétrole toujours pas remis depuis la crise de 2014.

Un système sanitaire dépassé

Quand la pandémie atteint l'Algérie en février 2020¹, le pays vit encore au rythme du Hirak. L'inquiétude gagnera peu à peu l'opinion, après la parution en mars 2020 d'une note de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), particulièrement

¹ Le premier cas identifié fut un ressortissant italien le 25 février 2020. A partir du 1er mars, un foyer de contamination apparaît dans la wilaya de Blida, limitrophe de la capitale Alger, où des membres d'une même famille ont été contaminés à la suite de contacts avec des ressortissants algériens résidant en France.

pessimiste, qui classait l'Algérie, l'Afrique du Sud et l'Egypte comme des pays à haut risque au niveau du continent africain. On notera que l'Algérie, et au vu des chiffres officiels, est le pays le plus touché en volume de décès par contamination après l'Egypte.

Etat de la pandémie au 3 novembre 2020².

	Total		Pour un million d'habitants		Létalité (%)
	Contaminés	Décès	Contaminés	Décès	
Algérie	58 574	1980	1387	46,8	3,37
Maroc	225 070	3826	6246,8	106,1	1,69
Tunisie	61 906	1381	5352,7	119,4	2,23
Egypte	107 925	6291	1096,5	63,9	5,82
Afrique du Sud	727 595	19 465	12 592,5	336,8	2,67

Bien sûr, nous sommes loin de la gravité de la situation traversée par les pays d'Europe et des Amériques. La jeunesse de la population constituerait le principal facteur de résistance à la pandémie en Algérie comme dans le reste de l'Afrique³. De même, le fait que le pays demeure et depuis longtemps à l'écart des grands flux de population (affaires, tourisme) a pu limiter la propagation de la pandémie⁴.

Enfin, la sage décision du Hirak de surseoir aux manifestations publiques (mardi 17 mars pour les étudiants, et vendredi 21 mars pour tout le pays) a considérablement limité les contacts entre les personnes et, par conséquent, contribué au freinage de la pandémie. De même, après quelques attermoissements, la

² Même si les chiffres fournis par les administrations peuvent être minorés, chiffres arrêtés au 2 novembre 2020, source : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/05/05/coronavirus-age-mortalite-departements-pays-suivez-l-evolution-de-l-epidemie-en-cartes-et-graphiques_6038751_4355770.html

³ Il n'y a pas d'information vérifiable sur le sort réservé aux migrants subsahariens qui se trouvent dans les pays d'accueil. La majorité d'entre eux partagent des logements exigus et insalubres rendant de fait difficile, voire impossible, le respect des règles de confinement et de prévention contre la contamination. Ils ne doivent plus être en mesure de subvenir à leurs besoins et ne peuvent même pas s'adresser aux autorités officielles de crainte de se voir expulsés.

⁴ Le facteur climat est aussi évoqué sans que cela soit vérifié scientifiquement.

décision du gouvernement⁵ d'ordonner le confinement de la population, voire le couvre-feu dans certaines régions, a sans doute aussi joué un rôle important dans le freinage de la pandémie. Il ne faut toutefois pas exclure l'hypothèse, largement vérifiée depuis, que cette décision ait sans doute été prise avec une arrière-pensée politique : profiter de la pandémie pour tenter de « casser » le Hirak⁶ en multipliant les dispositifs répressifs et en accroissant la répression à l'encontre des citoyens⁷.

En cette rentrée automnale et après une relative stabilisation de la pandémie durant l'été, l'inquiétude revient. Tous les indicateurs attestent d'une augmentation brutale, voire d'une accélération virale. Même si le nombre de cas annoncés officiellement ne reflète aucunement la réalité des faits rapportés par les témoignages des familles ou les articles de la presse algérienne, le fait est là, la courbe des contaminations repart à la hausse⁸. L'augmentation dangereuse des hospitalisations et surtout le nombre de patients en réanimation font craindre le pire : une submersion des structures sanitaires. Ainsi, selon le directeur de l'Institut Pasteur à Alger, les jours à venir « seront difficiles à gérer en raison de l'arrivée de la saison hivernale propice à la propagation du virus »⁹.

Le pouvoir a beau se défausser sur les citoyens qui seraient coupables de relâchement, de non-respect des mesures barrières et de distanciation physique, ce qui est en partie vrai. Cependant, il ne peut faire oublier que la majorité des Algériens est surexposée à la contamination, d'abord, en raison de leurs conditions sociales et de vie : paupérisation et chômage en hausse, logements insalubres et/ou exigus et

⁵ Le gouvernement va consacrer 232 millions \$ (dont 100 en provenance du FMI et 32 de la Banque mondiale) pour l'importation de produits divers : masques, respirateurs, tests, etc..

⁶ <https://jean-jaures.org/nos-productions/algerie-le-covid-19-a-la-rescousse-des-generaux>

⁷ <https://blogs.mediapart.fr/ahmed-dahmani/blog/220920/pour-la-solidarite-avec-le-peuple-algerien-et-la-liberation-des-detenus-du-hirak>

⁸ Selon l'Institut national de santé publique (INSP), « à l'échelle nationale, on assiste à une élévation des principaux indicateurs. Cette hausse des indicateurs survient dans un contexte de réactivation de l'infestation », in *Le Soir d'Algérie* du 26/10/2020.

⁹ *Liberté* du 26/10/2020

surpeuplés, quartiers populaires sinistrés¹⁰, infrastructures publiques dégradées.

Du fait de la pression pandémique de ces derniers mois, les structures sanitaires publiques ont vu leurs équipes sérieusement réduites : de nombreux médecins et infirmiers ont été infectés, d'autres sont en état de fatigue voire de burn-out, les infrastructures et matériels se sont avérés insuffisants pour faire face à la pandémie. Celle-ci, en fait, est venue révéler et aggraver l'état de délabrement du système de santé et de l'incurie des pouvoirs publics, comme l'attestent les nombreux témoignages de patients, de leurs familles et des praticiens révélés par la presse nationale et les réseaux sociaux. Triste tableau que ne manquent pas de dénoncer les citoyens qui mettent en parallèle le privilège octroyé par le pouvoir d'Etat à la petite minorité qui peut, elle, se soigner dans des structures privées ou à l'étranger grâce à un système de passe-droits et de favoritisme.

On se rappelle aussi que la grève des médecins-résidents de 2018, qui a duré plusieurs mois, avait mis en lumière leur malaise et la dégradation d'un système de santé publique alors que des milliers de médecins exercent ailleurs dans le monde, en France en particulier. Il y a là un signe que le pays n'a pas su retenir les professionnels de santé (médecins, infirmiers, etc.) à la quête de meilleures conditions de travail et d'existence (salaires, logement, espaces de détente et de loisirs, etc.). Le même constat doit être fait à propos de l'exode des diplômés formés dans les facultés algériennes au prix de dépenses publiques conséquentes. Autant d'éléments attestant de l'échec patent de la politique de formation et de santé publiques qui n'ont pas su garder pour les structures sanitaires publiques en sous-effectifs le personnel médical qualifié.

¹⁰ A l'image de Belcourt, mon quartier d'enfance, comme le rapporte l'écrivain et journaliste Mustapha Benfodil dans son reportage: <https://www.elwatan.com/edition/actualite/cette-constitution-ne-va-rien-changer-04-11-2020>

Alors que la lutte contre la pandémie, tout comme la grave crise économique qui paralyse le pays, exigent la mobilisation et la solidarité nationales, le pouvoir d'Etat, tout à la sauvegarde des intérêts de ses membres, s'entête à réprimer le Hirak au risque de faire perdre au pays une occasion et un cadre de rassemblement qui pourrait faire front à la plus grave crise économique de son histoire.

L'économie mondiale au-delà de la récession

L'économie mondiale, difficilement remise de la crise financière de 2008, connaît avec la pandémie une situation inédite dans l'histoire économique contemporaine¹¹. Elle plonge les économistes, mais pas seulement, dans un profond désarroi intellectuel. Jamais une crise n'avait affecté autant de secteurs et de pays à la fois et au même moment. De même que, autre singularité de cette crise, l'offre et la demande sur tous les marchés se contractent simultanément. La baisse de la demande est provoquée par le confinement des consommateurs et leur perte de confiance dans un environnement particulièrement anxiogène. La crise de l'offre est due à la rupture des chaînes d'approvisionnement mondialisées qu'imposent les restrictions volontaires ou forcées des échanges et le confinement des populations.

Plus qu'une récession¹², la crise économique provoquée par la Covid-19 pourrait être la plus dévastatrice connue depuis cent cinquante ans. Elle est

¹¹ « C'est la troisième et plus grave crise économique, financière et sociale du XXI^e. siècle » déclare le secrétaire général de l'OCDE, in *Le Monde* du 24/03/2020.

¹² L'économiste Robert Boyer réfute la notion de récession et se démarque des analyses héritées, selon lui, des crises précédentes appliquées à une réalité nouvelle : « L'année 2020 pourrait rester dans l'histoire non pas seulement comme celle d'un choc économique du fait des pertes, colossales, de PIB et de la paupérisation de fractions importantes de la société, mais encore comme le moment où des régimes socio-économiques, incapables d'assurer les conditions de leur reproduction, ont atteint leurs limites. Il n'y aura de « sortie de crise » que lorsque la transformation structurelle de l'économie qui est en train de se dérouler sous nos yeux sera suffisamment avancée. », in *Le Monde* du 2 octobre 2020.

mondiale et aucun pays n'y échappe. Alors que le FMI prévoyait en avril dernier une contraction de 3 % en 2020, la Banque mondiale est plus pessimiste en début juin avec des prévisions de - 5,2 %.

Au-delà des chiffres qui peuvent varier avec l'état et l'impact de la pandémie, c'est toute l'architecture de la production mondialisée qui s'est imposée ces quarante dernières années qui est aujourd'hui déstabilisée, voire mise en cause¹³.

La Chine, longtemps motrice de cette économie mondialisée, connaît le plus important recul de sa croissance depuis quarante ans. Parmi les conséquences déjà palpables de ce recul de l'activité économique mondiale impactant directement l'économie algérienne : l'accentuation de la baisse de la demande¹⁴ sur le marché des hydrocarbures déjà en crise depuis 2014.

Crise pétrolière, rivalités et concurrence

La crise pétrolière qui se traduit par une forte baisse des prix ne date pas d'aujourd'hui. Elle a débuté en 2011 et s'est aggravée en 2014 - une crise multiforme où plusieurs facteurs se conjuguent et interagissent pour faire baisser les cours. Il y a d'abord cette contestation, déjà ancienne, de l'énergie carbone par les défenseurs de l'environnement. Les Etats sont de plus en plus contraints de durcir ses normes

¹³ Pour D. Cohen, « La crise du coronavirus signale l'accélération d'un nouveau capitalisme, le capitalisme numérique », in *Le Monde* du 02/04/2020. R. Boyer, lui aussi, partage cette vision : « La « congélation » de l'économie a accéléré le déversement de valeur entre des industries en déclin et une économie de plates-formes en pleine croissance – pour faire image, le passage de l'ingénieur de l'aéronautique au livreur d'Amazon. Or cette économie offre une très faible valeur ajoutée, un médiocre niveau de qualification à la majorité de ceux qui y travaillent, et génère de très faibles gains de productivité. », op.cit., P. Askenazy, pour sa part, paraît moins pessimiste et fait plutôt l'hypothèse que « le capitalisme numérique pourrait affronter le rejet le jour d'après » avec une redéfinition de l'économie des besoins, in *Le Monde* du 22/04/2020

¹⁴ Les mesures de confinement touchant plus de la moitié de la population mondiale ont directement impacté tous les systèmes de transports consommateurs de carburants : réduction à minima des navigations maritime et surtout aérienne, de la circulation automobile, etc.

d'utilisation et à encourager l'investissement dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Certaines grandes compagnies mondiales (Total, Shell, BP) se projettent dans l'après-pétrole en misant sur d'autres énergies¹⁵.

Le second facteur est celui qui oppose les producteurs américains¹⁶ de pétrole et de gaz de schiste au reste des producteurs dans le monde. Grâce à l'exploitation de ces hydrocarbures non-conventionnels, les Etats-Unis sont passés au premier rang des pays producteurs et autosuffisants, réduisant ainsi leur demande sur le marché mondial.

Enfin, dernier facteur, celui des rivalités géostratégiques, opposant l'Arabie saoudite (premier producteur de l'OPEP et, de fait, son leader) à la Russie. Et les multiples tentatives de l'OPEP, parfois en accord avec la Russie, pour enrayer cette chute n'ont eu aucun effet. La tendance à la baisse s'est poursuivie avec des situations de marché surréalistes. Ainsi, les producteurs américains furent même contraints de céder, à des prix négatifs¹⁷, une production en continu et par manque de stockage. La Norvège, premier producteur européen, a dû puiser près de 38 milliards d'euros dans son fonds souverain pour combler la chute de ses revenus fiscaux et financer les entreprises en difficulté ainsi que les salariés en chômage partiel forcé. Pour sa part, le Nigéria, premier producteur africain, fut contraint de brader son pétrole, jusqu'à moins de 10 dollars en dessous du prix de marché, par défaut de stockage et de cargos remplis mais demeurés désespérément invendus¹⁸.

Et l'Algérie, dont la vulnérabilité économique est connue et documentée

¹⁵ « L'ère du pétrole low cost a commencé, un défi pour les compagnies multinationales », in *Le Monde* du 16/06/20.

¹⁶ Ces producteurs n'ont pu exploiter leurs gisements, particulièrement coûteux, qu'avec des prix de pétrole supérieurs à 60 \$. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils profitent donc de toute hausse des prix pour inonder le marché.

¹⁷ https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/21/aux-etats-unis-les-prix-negatifs-du-petrole-balayent-la-strategie-energetique-de-trump_6037258_3234.html

¹⁸ AFP du 14/05/20, Nigéria, le pétrole bradé, des stocks invendus et une récession imminente

depuis longtemps ? Petit producteur dans le cercle des pays pétroliers¹⁹, elle apparaît comme un « dommage collatéral » de la guerre des prix que connaît le marché mondial du pétrole²⁰. L'impact est néanmoins considérable pour une économie, un pays, dont la dépendance vis-à-vis du cours du pétrole est sans commune mesure²¹. Et l'on ne peut que se révolter devant tant de légèreté et d'aveuglement du pouvoir algérien : aucune analyse prospective du marché pétrolier, pourtant largement prévisible, aucune anticipation et encore moins de stratégie de sortie sérieuse de cette dépendance. C'est probablement cet aveuglement qui a fait baser la loi de finances de 2020 sur un baril à 60 dollars alors que de nombreux indicateurs signalaient l'inverse.

Cette triple crise frappe de plein fouet une économie algérienne déjà dégradée, comme le notait en 2018, avec un certain euphémisme, le ministère des finances: « Une conjoncture difficile, caractérisée : au plan interne, par des tensions sur nos équilibres financiers, notamment en matière de trésorerie de l'Etat, suite à l'amenuisement de nos ressources financières ; et, au plan externe, par un contexte international qui se caractérise par une conjoncture économique et financière instable, notamment, en matière de volatilité des cours mondiaux des produits d'hydrocarbures. »²² Déjà, ou plutôt encore et toujours !

Et même si le risque sanitaire sera, à terme, dépassé il aura révélé et accéléré une situation économique et sociale préoccupante aux enjeux vitaux pour le pays que le pouvoir actuel, en mal d'imagination et d'ambition et en crise de légitimité chronique, semble ignorer. Car la crise économique (objet de cette série de notes)

¹⁹ <https://blogs.mediapart.fr/ahmed-dahmani/blog/210620/l-algerie-un-grand-pays-petrolier-et-gazier-vraiment>

²⁰ Pour le gaz, la part de marché de l'Algérie a diminué de moitié, passant de 16% en 2010 à 8% en 2019, in <https://www.elwatan.com/edition/economie/sengager-dans-un-veritable-patriotisme-economique-04-04-2020>

²¹ <https://www.ahmeddahmani.net/video>

²² Rapport de Présentation du Projet de Loi de finances de 2020 et prévisions 2019-2020 : <http://www.dgpp-mf.gov.dz/images/stories/PDF/RPLF/aplf2018.pdf>.

est plus que préoccupante. Tous les paramètres macroéconomiques classiques l'indiquent. La croissance économique, précaire de nature, demeure faible sur les cinq dernières années et les prévisions pour 2020 sont alarmantes²³. Le FMI table même sur un recul de la croissance de 5,2 %, soit le double des prévisions du pouvoir (2,63 %).

Croissance (%)

	2017	2018	2019	2020 ^(p)
Totale	1,3	1,4	0,8	-2,63
Hors hydrocarbures	2,1	3,3	2,4	-0,91

(p) : prévision LFC 2020

La prochaine note (3) analysera comment la gestion prédatrice des finances publiques est la cause principale de leur dégradation.

Paris , le 4 Novembre 2020

Ahmed Dahmani est économiste, enseignant-chercheur à la retraite. Il a enseigné, en Algérie, à l'université de Tizi Ouzou puis à l'Université Paris-Sud, en France. Auteur de [*L'Algérie à l'épreuve. Économie politique des réformes. 1980-1997*](#) (Paris, L'Harmattan ; Alger, Casbah, 1999).

Site personnel : <http://www.ahmeddahmani.net/>

²³ <http://www.ons.dz/IMG/pdf/comptesn4t2019.pdf> , et <http://www.aps.dz/economie/105622-le-texte-de-loi-de-finances-complementaire-2020-par-les-chiffres>.